

Le 1^{er} mai 2020

L'Honorable Blaine Higgs
Premier ministre
Province du Nouveau-Brunswick
Place Chancery
C. P. 6000
Fredericton, N.-B. E3B 5H1

Monsieur le Premier ministre,

Au nom des trois associations municipales du Nouveau-Brunswick, nous vous écrivons pour vous demander de nous aider à assurer le maintien des services municipaux essentiels pendant la crise COVID-19, et pour aider les municipalités du Nouveau-Brunswick à faire leur part pour relancer l'économie de notre province.

Dans un premier temps, nous souhaitons vous exprimer notre solidarité et notre soutien. Cette situation extraordinaire bouleverse toutes les facettes du fonctionnement de tous les niveaux de gouvernement et la vie quotidienne de nos citoyens. Le succès que le Nouveau-Brunswick a connu jusqu'à présent pour limiter la propagation et les effets du virus sur la santé est sans aucun doute le résultat des décisions difficiles, mais éclairées, prises par votre gouvernement et le Bureau du médecin-hygiéniste en chef et est sans aucun doute le fruit d'une coopération exceptionnelle, notamment avec les gouvernements locaux.

Nous sommes conscients que la crise actuelle met déjà à rude épreuve les finances du gouvernement provincial et que la situation économique demeurera très difficile dans les années à venir. Cependant, les outils limités dont disposent les municipalités pour générer des revenus, combinés à leur incapacité légale à accumuler des déficits, accentuent les défis financiers auxquels les municipalités seront confrontées.

Les municipalités fournissent des services cruciaux à la population pendant la crise COVID-19. Entre-temps, elles subissent également des pertes financières irrécupérables croissantes, notamment en raison des transports publics, des fermetures d'installations, de l'annulation d'événements et de la réduction ou de l'arrêt complet de nombreux services et activités réguliers. Selon une évaluation préliminaire menée auprès des 104 municipalités de la province, la pandémie entraînera une perte globale de **10,5 millions de dollars d'ici le 31 juillet 2020**. Comme la reprise des services normaux sera progressive, ce chiffre de déficit augmentera.

Jusqu'à présent, les municipalités n'ont reçu aucune aide des gouvernements provincial et fédéral pour le maintien des services essentiels. Cela inclut le programme fédéral de subventions d'urgence couvrant 75% des salaires des employés pour les aider à continuer à travailler et maintenir le lien d'emploi. Cette situation risque d'avoir des répercussions majeures sur la capacité des municipalités de retenir certaines catégories d'employés et de conserver des expertises essentielles au sein de la fonction publique municipale.

Considérant que la *Loi sur la gouvernance locale* obligera les municipalités à reporter ce déficit à l'année 2022, le fardeau financier sera transféré aux prochains conseils municipaux qui devront prendre des décisions extrêmement difficiles dans l'avenir, incluant l'adoption de hausses substantielles du taux de taxe ou des redevances aux usagers pour les services. Nonobstant le fait qu'une partie de l'impact financier pourra être décalé et repoussé en 2022, la livraison de certains services pourrait être compromise faute de revenus normalement au rendez-vous pour les financer dont, entre autres, le transport en commun. Modifier la Loi pour permettre aux municipalités d'accumuler des déficits au cours des prochaines années peut être une option envisagée. Toutefois, cette solution ne ferait que pelleter en avant les problèmes financiers des municipalités qui seront aggravés par le ralentissement économique qui aura un impact inévitable sur les revenus d'impôt foncier.

C'est pourquoi nous demandons à votre gouvernement d'envisager toutes les options possibles pour apporter un soutien financier aux municipalités de notre province afin de les aider à traverser cette crise. **Nous vous demandons en particulier de soutenir activement la proposition de la FCM au gouvernement fédéral (ci-joint).** La situation financière de toutes les municipalités au pays est fragilisée et précaire. Un financement d'urgence est essentiel pour continuer à fournir des services essentiels.

Les municipalités ont également un rôle essentiel à jouer dans la relance économique. Il est primordial de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral et les associations municipales pour établir les paramètres des programmes destinés à favoriser cette relance. Permettre le plein déploiement des investissements prévus dans le Plan investir dans le Canada sera une façon de relancer une partie de notre économie, et ce, dans toutes les régions du Nouveau-Brunswick. Les priorités en matière d'infrastructures municipales sont nombreuses et les municipalités ne demandent pas mieux que d'obtenir le feu vert à ce niveau. Nous applaudissons d'ailleurs le fait que vous discutez présentement avec le gouvernement fédéral à ce sujet. Il est important que le financement fédéral disponible ne soit pas laissé sur la table et d'assurer un accès équitable à les toutes communautés, peu importe leur taille.

Les municipalités sont prêtes à jouer un rôle pour remettre notre province en marche. Nous sommes prêts et disposés à travailler étroitement avec votre gouvernement pour ce faire. Nous nous tenons à votre disposition pour discuter davantage des enjeux abordés dans la présente lettre et pour trouver des solutions pour le bien et l'avenir de notre province.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de notre considération respectueuse.



Michel Soucy
Président
Association francophone des
municipalités du N.-B.

702 rue Principale, Suite 322
Petit-Rocher, N.B. E8J 1V1
Tel.: 506-542-2622
direction@afmnb.org



Adam Lordon
Président
Association des cités
du N.-B.

P.O. Box 1421, Station A
Fredericton, N.B. E3B 5E3
Tel.: 506-452-9292
charline@8citiesnb.com



Wayne Sturgeon
Président
Union des municipalités
du N.-B.

302-259 Brunswick Street
Fredericton, N.B. E3B 1G8
Tel.: 506-523-7991
margot.cragg@umnbc.ca

p.j. : FCM – maintenir-les-services-municipaux-essentiels

c.c. : L'Honorable Jeff Carr, ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux
M. Kevin Vickers, chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick
M. David Coon, chef du Parti vert du Nouveau-Brunswick
M. Kris Austin, chef de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick